

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Délibération n° CC-2026-012

L'an deux mille vingt-six
Le vingt-quatre février à dix-neuf heures
Le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la
Salle Valéry Giscard d'Estaing à Mornant, sous la présidence de Monsieur Renaud
PFEFFER.
Date de convocation : 17 février 2026

Nombre de membres :

En exercice **37**
Présents **23**
Votes **30**

PRESENTS :

Renaud PFEFFER, Yves GOUGNE, Marc COSTE, Fabien BREUZIN, Isabelle BROUILLET,
Christian FROMONT, Olivier BIAGGI, Pascal OUTREBON, Luc CHAVASSIEUX, Charles
JULLIAN, Magali BACLE, Caroline DOMPNIER DU CASTEL, Jean-Luc BONNAFOUS,
Stéphanie NICOLAY, Anik BLANC, Pascale CHAPOT, Patrick BERRET, Pascale DANIEL,
Véronique MERLE, Jean-Marc MACHON, Christèle CROZIER, Hélène DESTANDAU,
Bernard CHATAIN

ABSENTS / EXCUSES :

Françoise TRIBOLLET, Bruno FERRET, Raphaëlle GUERIAUD, Marilyne SEON, Gérard
MAGNET, Anne-Sophie DEVAUX, Séverine SICHE-CHOL

PROCURATIONS :

Jean-Pierre CID donne procuration à Renaud PFEFFER
Arnaud SAVOIE donne procuration à Bernard CHATAIN
François PINGON donne procuration à Yves GOUGNE
Anne RIBERON donne procuration à Marc COSTE
Denis LANCHON donne procuration à Caroline DOMPNIER DU CASTEL
Thierry BADEL donne procuration à Charles JULLIAN
Cyprien POUZARGUE donne procuration à Fabien BREUZIN

SECRETAIRE DE SEANCE : Pascal OUTREBON

FINANCES

**Rapport préalable
au DOB 2026**

Rapporteur : Monsieur Fabien BREUZIN, Vice-Président délégué aux Finances, aux
Moyens Généraux, à l'Economie et aux Equipements

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de
la République (NOTRe) et notamment son article 107 créant de nouvelles
dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des
Collectivités Territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-
36,

Vu la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des Finances
Publiques pour les années 2023 à 2027 et notamment son article 17 II concernant
le débat sur les orientations budgétaires,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par
arrêté préfectoral n° 69-2024-09-24-00001 du 24 septembre 2024,



Vu l'avis favorable de la Commission d'Instruction "Finances, Moyens Généraux, Développement Economique et Equipements" en date du 27 janvier 2026,

La Commission d'Instruction « Finances, Moyens Généraux, Développement Economique et Equipements » propose, suite à ses travaux en date du 27 janvier 2026, un rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2026 permettant d'alimenter le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose avant l'examen du budget primitif. Avec la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024, le DOB doit désormais intervenir dans un délai de 10 semaines maximum avant le vote du budget.

Le DOB a pour but de renforcer les discussions au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a renforcé l'information des élus en la matière. Dorénavant, la loi rend obligatoire, pour les exécutifs des communes de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions, et des EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

La loi n° 2023-1195 de Programmation des Finances Publiques pour les années 2023 à 2027 du 18 décembre 2023 a pour objectif de proposer une trajectoire permettant de réduire le déficit public, de maîtriser la dépense publique et de stabiliser les prélèvements obligatoires tout en finançant plusieurs priorités : soutenir la compétitivité des entreprises, tendre vers le plein emploi, assurer les transitions écologiques et numériques...

Le II de son article 17 précise : « A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente son objectif concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de sa section de fonctionnement.

Ces éléments sont présentés, d'une part, pour les budgets principaux et, d'autre part, pour chacun des budgets annexes. »

Où l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

Ayant pris connaissance du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2026 et après en avoir débattu,

PREND ACTE de la présentation du rapport d'orientation budgétaire et de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Certifié exécutoire

Transmis en
Préfecture le 27 FEV. 2026

Notifié ou publié
le 27 FEV. 2026

Le Président

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE



*La présente délibération
peut faire l'objet d'un
recours gracieux auprès
du Président ou d'un
recours en annulation
devant le Tribunal
Administratif de Lyon,
184 rue Duguesclin 69003
Lyon /
www.telerecours.fr, dans
un délai de 2 mois suivant
sa publication*

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme.

PUBLIE LE 27 FEVRIER 2026
RENAUD PFEFFER, PRESIDENT



Le Président,
Renaud PFEFFER



Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Sommaire

- 1. Contexte général :**
 - a) Contexte général économique et principales orientations de la Loi de Finances 2026**
 - b) Situation financière de la COPAMO**
- 2. Situation et orientations budgétaires de la COPAMO**
 - a) Equilibre général du budget**
 - b) Recettes de fonctionnement**
 - Fiscalité
 - Autres recettes
 - c) Dépenses de fonctionnement**
 - Evolution des dépenses de fonctionnement
 - Dépenses de personnel
 - Subventions et participations
 - Délégations de services publics
 - d) Section d'investissement**
 - Equilibre général du budget 2026
 - Dépenses d'équipement
 - Autorisations de Paiement et Crédits de Paiement – AP/CP
 - Dette
 - Programmation Pluriannuelle d'investissement

1. Contexte général

a) Contexte économique général

La croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

Zone Euro : Croissance par rapport aux autres économies:

- ✓ Croissance américaine ralentirait à 1,8% en 2026 (après 2,8% en 2024)
- ✓ Croissance chinoise resterait autour de 5% malgré les droits de douane US
- ✓ Croissance européenne assez disparate à 1,2% (0,8% en 2024) et l'inflation tend à se normaliser
- ✓ Ecart de croissance en France se creuse avec la zone Euro

Perspectives économiques :

- ✓ Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés :

Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient restent élevés

- Croissance du PIB en Europe :

- ✓ Croissance européenne attendue à 1,2% en 2026 (pour la France : < 1%)
- ✓ Incertitude politique continuerait de freiner la reprise en 2026 en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises

1. Contexte général

a) Contexte économique général

Le déficit public de la France et le creusement de la dette se poursuivent

- Dégradation constante du déficit public depuis 2022
 - ✓ Egal à 5,8% du PIB en 2024 juste devant la Pologne et la Roumanie (déficit moyen pondéré des pays européens est de 3,2%)
- Une situation qui s'explique en partie par des erreurs de prévision sur les recettes de l'Etat
- Le déficit a plus que doublé entre 2017 et 2023
- Mais une situation de déficit structurel aggravée par les baisses de fiscalité :
 - ✓ Montant total des recettes des collectivités supprimées et compensées par la TVA
 - ✓ La moitié des recettes de TVA viennent couvrir les ressources manquantes
- Le déficit public est depuis toujours principalement généré par les administrations centrales
- La dette publique a augmenté de 46% depuis 2017 :
 - ✓ Accélération de l'endettement résulte pour partie des crises récentes (crise sanitaire et crise de l'énergie)

1. Contexte général

a) Contexte économique général

- Une trajectoire des finances publiques dégradée se traduisant par la nécessité d'un important effort de redressement des finances publiques
- Les collectivités territoriales sont concernées par le redressement des finances publiques car :
 - ✓ Elles représentent environ 20% de la dépense publique
 - ✓ L'Etat cherche à faire des économies sur les collectivités territoriales car les transferts financiers sont importants (baisse de la DGF de 2013 à 2017)
- Mise en place d'un DILICO 2 avec un remboursement sur 3 ans (2027 à 2029) de 90% de la somme versée

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

- Le Gouvernement a fixé un nouvel objectif de déficit public à 5,4%, qui pourrait être légèrement moins dégradé
- L'article d'introduction (liminaire) de la loi de Finances pour 2026 aboutit à 5% de déficit (dont 0,4% pour les administrations publiques locales)
- Le 1^{er} Ministre a décidé de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget 2026
- La Loi de Finances pour 2026 a été définitivement adoptée le 2 février 2026

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

Gel de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et renforcement de la péréquation

- Montant de l'enveloppe de la DGF maintenu au niveau de 2025 après 3 années consécutives d'augmentation
- Cette absence de valorisation entrainera une baisse de la Dotation Forfaitaire pour environ la moitié des communes
- Hausse de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- Augmentation de l'enveloppe de la Dotation d'Intercommunalité pour les EPCI, compensée sur l'enveloppe de la Dotation de Compensation

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

Baisses des variables d'ajustement

- Mécanisme des variables d'ajustement renforcé par la loi de Finances
- DCRTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) sera minorée au prorata des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité (La DCRTP de la Copamo est déjà à 0 € depuis 2025)

Diminution de la compensation de l'abattement de 50% sur les valeurs locatives des établissements industriels

- La loi de Finances pour 2021, à l'issue de la crise sanitaire, avait réduit de 50% les valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les établissements industriels
- Une compensation intégrale des pertes fiscales avait été instaurée pour les collectivités concernées
- La loi de Finances pour 2026 réduit cette compensation de 19,3% (baisse plafonnée à 2% des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice N-2)

Evolution forfaitaire des valeurs locatives des locaux industriels : + 0,8 % en 2026 (+1,7% en 2025)

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

FCTVA

- Restriction sur le FCTVA en fonctionnement : dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie sont dorénavant exclus du FCTVA
- Mise en place d'une année blanche pour les versements du FCTVA pour les EPCI (851K€ pour la Copamo des investissements 2026) :

Décalage de versement à l'année N+1

Mesure effective pour les dépenses effectuées après la promulgation de la loi

Les communes nouvelles ne sont pas concernées

Gel des fractions de TVA

- Indexation des fractions de TVA sur l'évolution de la TVA nationale de l'année N-1
- Prévisions de la TVA collectée par l'Etat en 2025 : - 0,33% par rapport à 2024
 - Stabilité de la recette de fractions de TVA

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

Modalités de calcul du DILICO 1

- Remboursement du DILICO 1 versé par les collectivités en 2025 sera remboursé à hauteur de 90% aux contributeurs de 2026 à 2028 (sur 3 ans)

Mise en place du DILICO 2

- Collectivités prélevées : EPCI (250M€), Département (140M€), Régions (350M€), communes exonérées du prélèvement pour une enveloppe globale de 740M€
 - Restitution en 3 années à partir de 2027 à hauteur de 90% pour les collectivités contributrices
- ✓ La Copamo ne semble pas être concernée

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2026

Fusion de la TLV et THLV

- Fusion de la taxe sur logement vacant (perçue par l'Etat) et taxe d'habitation sur les logements vacants (perçue par les communes en zone tendue) à partir de 2027 =>TVLH : taxe sur la vacance des locaux : TVLH
- Produit reversé intégralement aux collectivités
- Délibérations antérieures des communes cesseront de produire leurs effets à compter du 1^{er} janvier 2027
- Nouvelle délibération nécessaire
- Possibilités d'accroître les taux d'impositions seront plus grandes

Poursuite de l'augmentation du taux de cotisation de la CNRACL

- Hausse progressive du taux de cotisation employeur CNRACL de 3 points par an pendant 4 ans (soit +12 points sur la période 2025-2028 :
 - On passe de 2024 à 31,65% à 43,65% en 2028

1. Contexte général

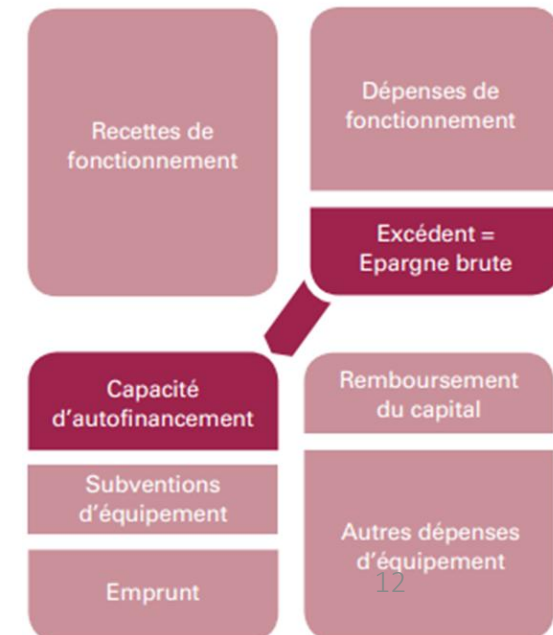
b) Situation financière de la COPAMO

Année	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Produits courants	13 125 795 €	13 238 226 €	13 483 474 €	14 548 423 €	16 138 986 €	16 940 151 €	16 369 002 €
Charges courantes	11 193 542 €	10 915 566 €	11 356 665 €	12 243 946 €	12 849 194 €	12 937 220 €	13 052 971 €
Epargne brute	1 932 253 €	2 322 660 €	2 126 809 €	2 304 477 €	3 289 792 €	4 002 932 €	3 316 031 €
Remb. capital dette	1 187 936 €	1 208 031 €	1 250 581 €	1 295 485 €	1 585 154 €	1 294 613 €	1 327 197 €
Epargne nette	744 317 €	1 114 629 €	876 228 €	1 008 992 €	1 704 638 €	2 708 319 €	1 988 834 €
Taux épargne brute	14,72%	17,55%	15,77%	15,84%	20,38%	23,63%	20,26%

Le taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.

Taux épargne brute :

Danger en-dessous de 5%
Seuil alerte en-dessous de 8%
bon taux à partir de 10-12%



2. Situation et orientations budgétaires

a) Équilibre général du budget – section de fonctionnement

DEPENSES	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026
011 - Charges à caractère général	2 673 484 €	2 573 271 €	2 730 000 €	2 630 000 €
012 - Charges de personnel	4 276 070 €	4 599 552 €	4 785 200 €	4 936 100 €
014 - Atténuations de produits	461 074 €	582 637 €	630 000 €	594 600 €
65 - Autres charges gestion courante	5 587 191 €	5 480 122 €	5 310 000 €	5 482 642 €
Sous total dépenses courantes	12 997 819 €	13 235 582 €	13 455 200 €	13 643 342 €
66 - Charges financières	444 597 €	445 819 €	396 000 €	339 200 €
67 - Charges exceptionnelles	22 300 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
68 - Dotations aux provisions	25 222 €	5 000 €	200 000 €	50 000 €
022 - Dépenses imprévues Fonct	29 754 €	- €	- €	- €
TOTAL DEPENSES REELLES	13 519 692 €	13 687 401 €	14 052 200 €	14 033 542 €
042 - Dotation aux amortissements et écritures d'ordre de cessions	593 185 €	729 091 €	800 000 €	750 000 €
023 - Virement à la sect° d'investis.	3 041 150 €	3 497 822 €	3 479 631 €	3 696 458 €
TOTAL DEPENSES	17 154 027 €	17 914 314 €	18 331 831 €	18 480 000 €

2. Situation et orientations budgétaires

a) Équilibre général du budget – section de fonctionnement

RECETTES	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026
013 - Atténuations de charges	70 000 €	67 000 €	66 000 €	66 000 €
70 - Produits des services	1 149 112 €	1 087 017 €	1 162 100 €	1 183 600 €
73 - Impôts et taxes	5 123 275 €	5 218 456 €	5 038 500 €	5 100 000 €
731 - Fiscalité locale	6 361 908 €	6 597 998 €	7 111 200 €	7 321 611 €
74 - Dotations et participations	2 679 616 €	2 579 388 €	2 145 400 €	2 149 600 €
75 - Autres produits gestion courante	353 586 €	431 193 €	444 800 €	449 100 €
Sous total recettes courantes	15 737 497 €	15 981 052 €	15 968 000 €	16 269 911 €
77 - Produits exceptionnels	79 345 €	7 600 €	153 000 €	27 500 €
TOTAL RECETTES REELLES	15 816 842 €	15 988 652 €	16 121 000 €	16 297 411 €
042 - Opérations d'ordre entre sections	344 983 €	411 824 €	570 800 €	432 100 €
002 - Excédent antérieur reporté Fonc	992 202 €	1 513 838 €	1 640 031 €	1 750 489 €
TOTAL RECETTES	17 154 027 €	17 914 314 €	18 331 831 €	18 480 000 €

2. Situation et orientations budgétaires

b) 1.Recettes de fonctionnement : hypothèses d'évolution

Taux de la fiscalité proposés pour 2026 :

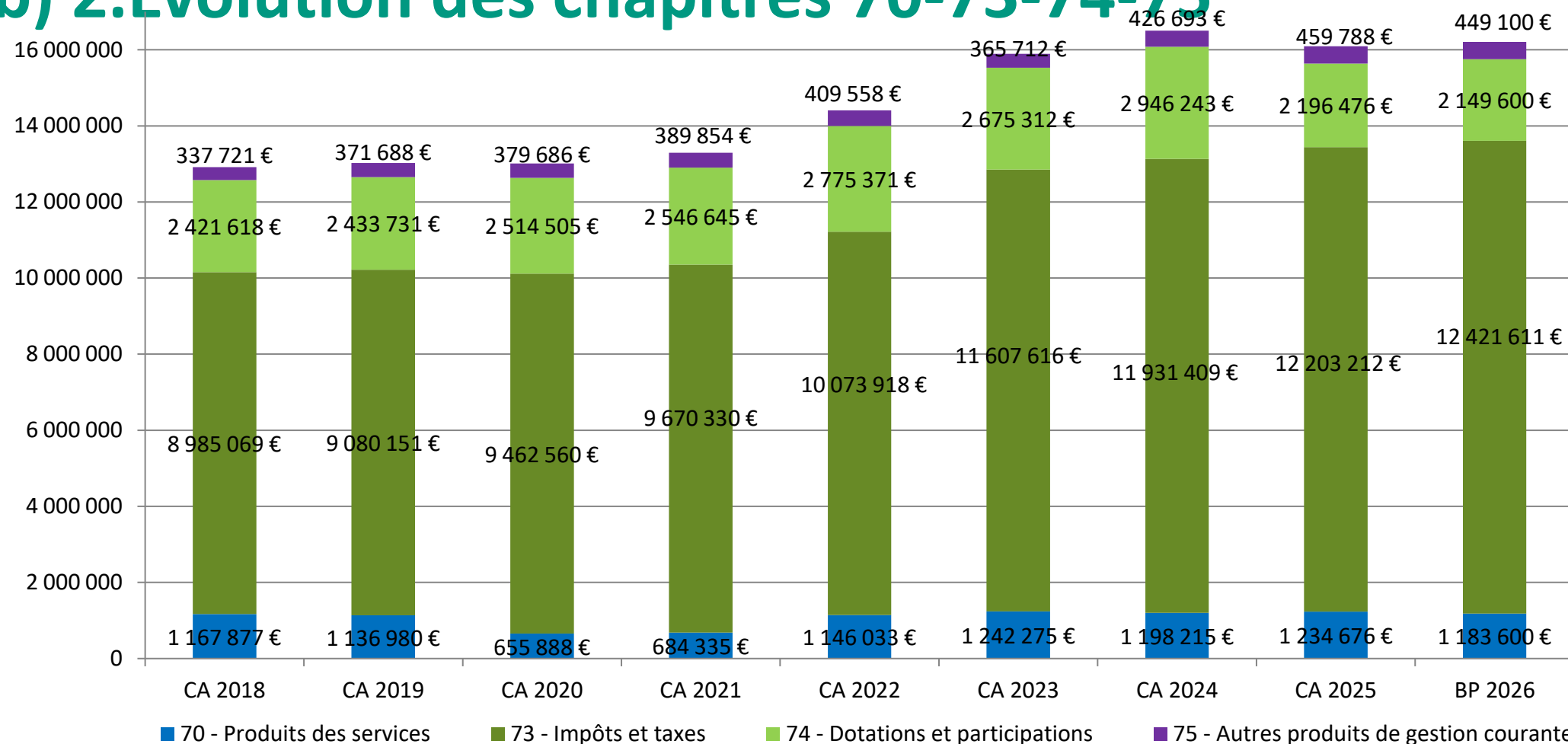
	Prévision évolution bases 2026	Taux 2024	Taux 2025	Taux 2026
Taxe d'Habitation (THRS) sur résidences secondaires	0%	12,75%	12,75%	12,75%
Taxe Foncier Bâti (TFB)	+ 3 %	3,80%	3,80%	3,80%
Taxe Foncier Non Bâti (TFNB)	+ 0,8 %	9,70%	9,70%	9,70%
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	+ 4,5 %	26,11%	26,11%	26,11%
Taxe Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)	- 1 %	taux par commune	taux par commune	taux par commune
Contribution GEMAPI		262 637 €	343 332 €	447 552 €
Fraction de TVA nationale	- 1 %			

La fraction de TVA remplace la Taxe d'habitation sur les Résidences Principales et la CVAE

2. Situation et orientations budgétaires

b) 2.Évolution des chapitres 70-73-74-75

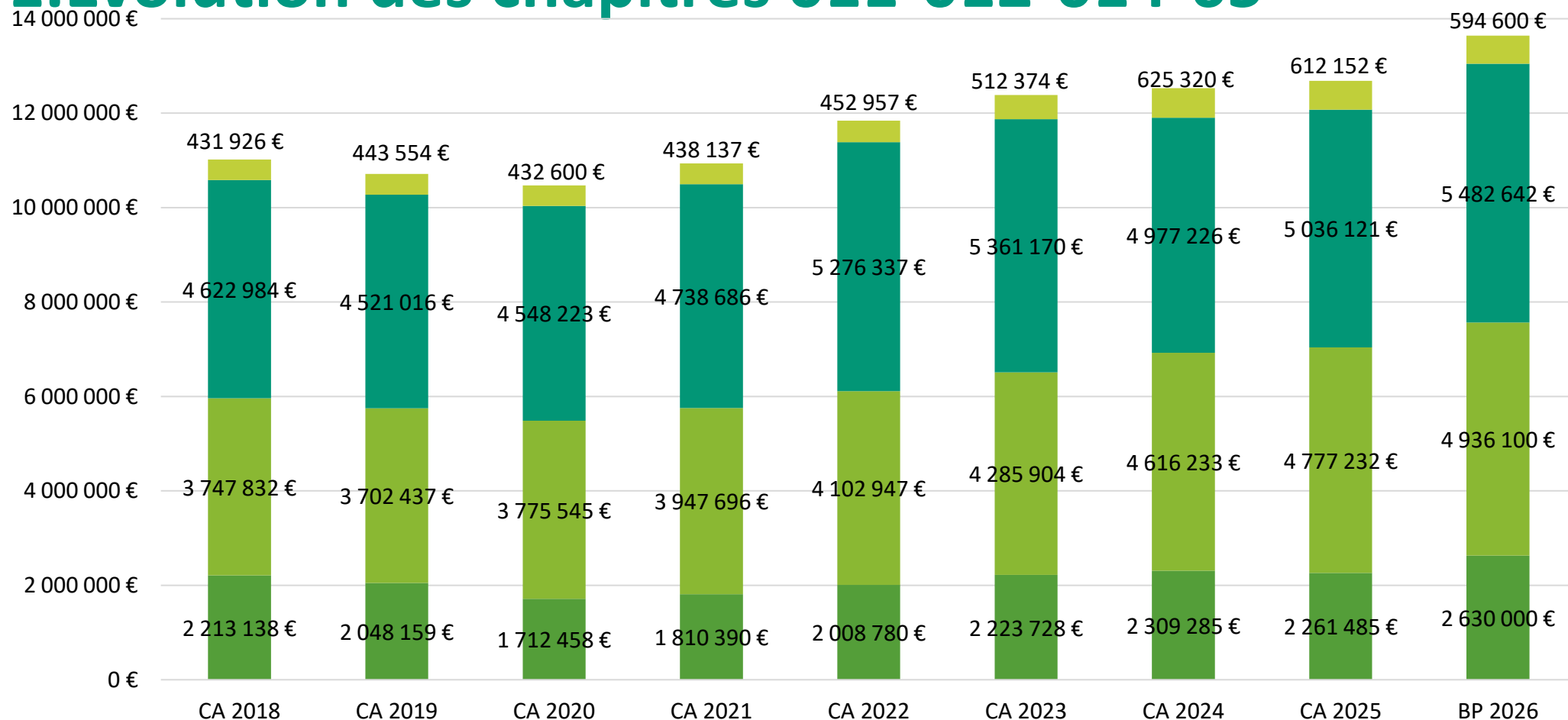
Envoyé en préfecture le 27/02/2026
Reçu en préfecture le 27/02/2026
Publié le
ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE



CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
12 912 285 €	13 022 550 €	13 012 639 €	13 291 164 €	14 404 880 €	15 890 916 €	16 502 561 €	16 094 152 €	16 203 911 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 1.Évolution des chapitres 011-012-014-65



■ 011 - Charges à caractère général ■ 012- Charges de personnel ■ 65 - Autres charges gestion courante ■ 014 - Atténuation de produits

CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
11 015 881 €	10 715 166 €	10 468 826 €	10 934 910 €	11 841 022 €	12 383 176 €	12 528 064 €	12 686 990 €	13 643 342 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

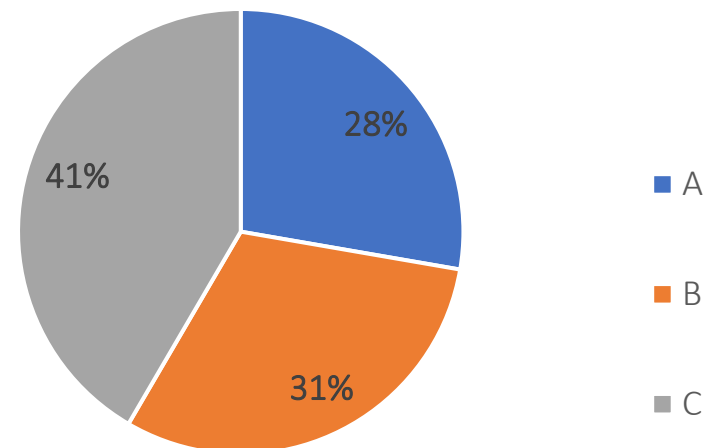
- Effectifs de la COPAMO

Au 31/12/2025, 101 postes (**95,48 ETP**) sont ouverts au tableau des effectifs (contre 93,75 ETP au 31/12/2024.)

86,28 sont pourvus contre 84,57 au 31/12/2024.

Parmi ces postes, 3 sont mis à disposition de la SPL et de l'OTI.

- Répartition des postes par catégories

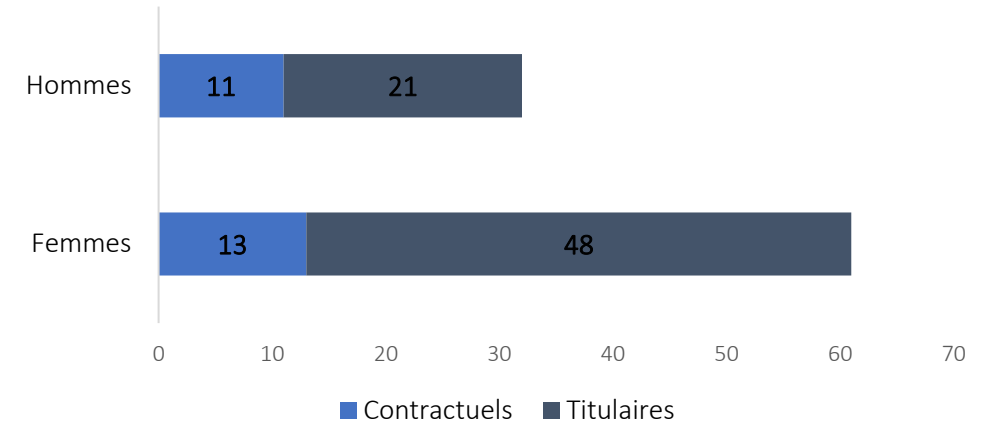


2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

- Répartition par statut :

79 % des femmes et 66 % des hommes sont titulaires

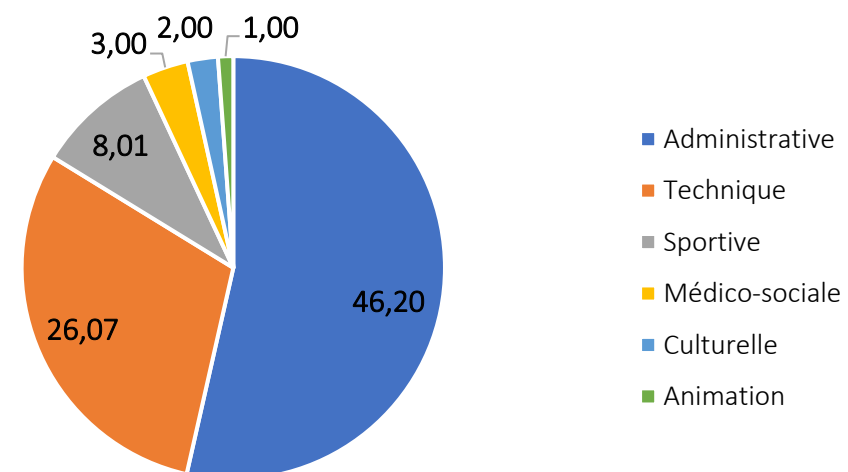


- Répartition par filière en ETP pourvus

Les filières administrative et technique sont les plus représentées (53% et 30 % des ETP).

On note une évolution du nombre de postes pourvus dans la filière sportive.

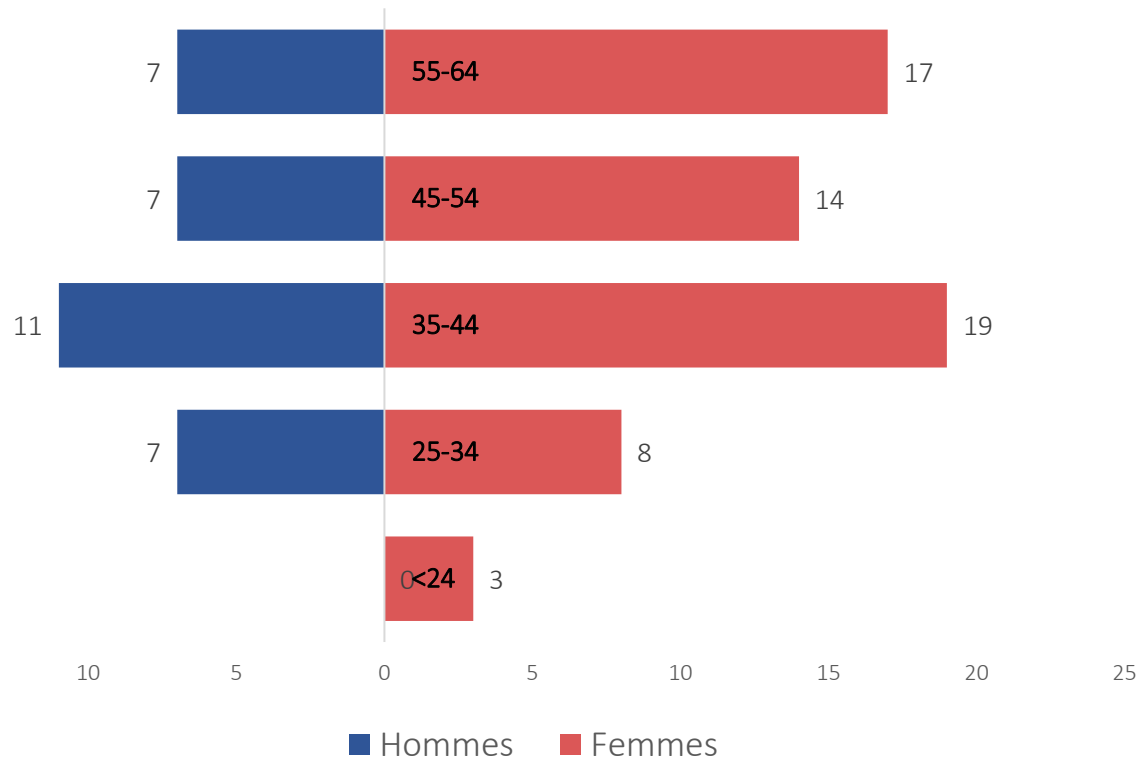
Répartition par filière des postes pourvus



2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

- Pyramide des âges



L'âge moyen des effectifs au 31/12/2025 est de 44,4 ans, stable par rapport à 2024.

Le haut de la pyramide s'élargit et si un seul départ en retraite est prévu pour l'année 2026, le nombre devrait considérablement augmenter à partir de 2027.

Plusieurs recrutements au cours de 2025 ont permis de stabiliser la base de la pyramide.

65 % des agents sont des femmes.

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Durée effective du temps de travail

La durée effective du temps de travail est de 1 607 heures annuelles, journée de solidarité incluse. La mise à jour du règlement intérieur du temps de travail a permis la mise en place de trois cycles de travail : 35h, 37h30 et 39h hebdomadaires.

Au tableau des effectifs, le nombre de postes ouverts à temps non complet diminue (15 au 31/12/2025).

Parmi les emplois à temps complet, 7 agents exercent leur activité à temps partiel sur autorisation.

Le dispositif du compte épargne temps a été mis en place en 2005, autorisant la monétisation des jours épargnés. En 2025, 309 jours ont été épargnés et 131 ont été indemnisés.

Les heures de récupération ne permettent plus d'alimenter les comptes épargne-temps.

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Evolutions de la structure des effectifs au cours de l'année 2025

La stabilité des effectifs en 2025 a permis une réflexion sur l'évolution des besoins et l'adaptation de plusieurs postes :

- Création d'un poste de technicien au service des systèmes d'information et évolution d'un poste de catégorie B en catégorie A.
- Création ou modification de postes de maîtres-nageurs sauveteurs à temps non complet au regard des besoins et des profils de candidat.
- Diminution du temps de travail d'un poste d'agent d'entretien suite à une meilleure répartition des missions de chaque membre de l'équipe.
- Suppression d'un poste vacant au service culturel et d'un poste mis à disposition de la SPL.
- Requalification d'un poste de catégorie B devenu vacant au service RH en catégorie C.

8 avancements de grades et 1 promotion interne ont été prononcés au cours de l'année.

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Evolutions prévisionnelles de la structure des effectifs en 2026

Pour continuer de répondre aux besoins des usagers mais également des communes membres, et par souci d'efficacité et d'agilité des services, les adaptations nécessaires seront mises en œuvre.

Plusieurs réflexions sont engagées notamment :

- pour pérenniser une organisation transitoire expérimentée depuis un an au centre aquatique, reposant sur une responsabilité partagée de trois agents, chacun pour son secteur, sous l'autorité directe du DGA des services à la population. Le poste de directeur du centre aquatique sera supprimé, ainsi que celui de référent accueil / caisse.
- Une réflexion sera engagée sur l'organisation du service culturel, comprenant le Théâtre Cinéma Jean Carmet, les actions hors les murs et le réseau des bibliothèques.
- Des postes pourront être adaptés pour mieux répondre aux besoins des communes.

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Evolutions de rémunération, dispositions prévues par la loi de finances et autres textes réglementaires.
 - Augmentation de la cotisation patronale à la CNRACL et à l'Ircantec : 56 000 €
 - Avancements échelons : 16 000 €
 - Indemnisation 90% arrêts maladie : - 3000 €
- Décisions internes :
 - Création de poste année 2025 : coût pour l'année 2026 : 60 500 €
 - Volontariat territorial en administration : 30 000 € (dont 15 000 € financés)
 - Action sociale : augmentation de la participation aux contrats de prévoyance: 10 000 €

2. Situation et orientations budgétaires

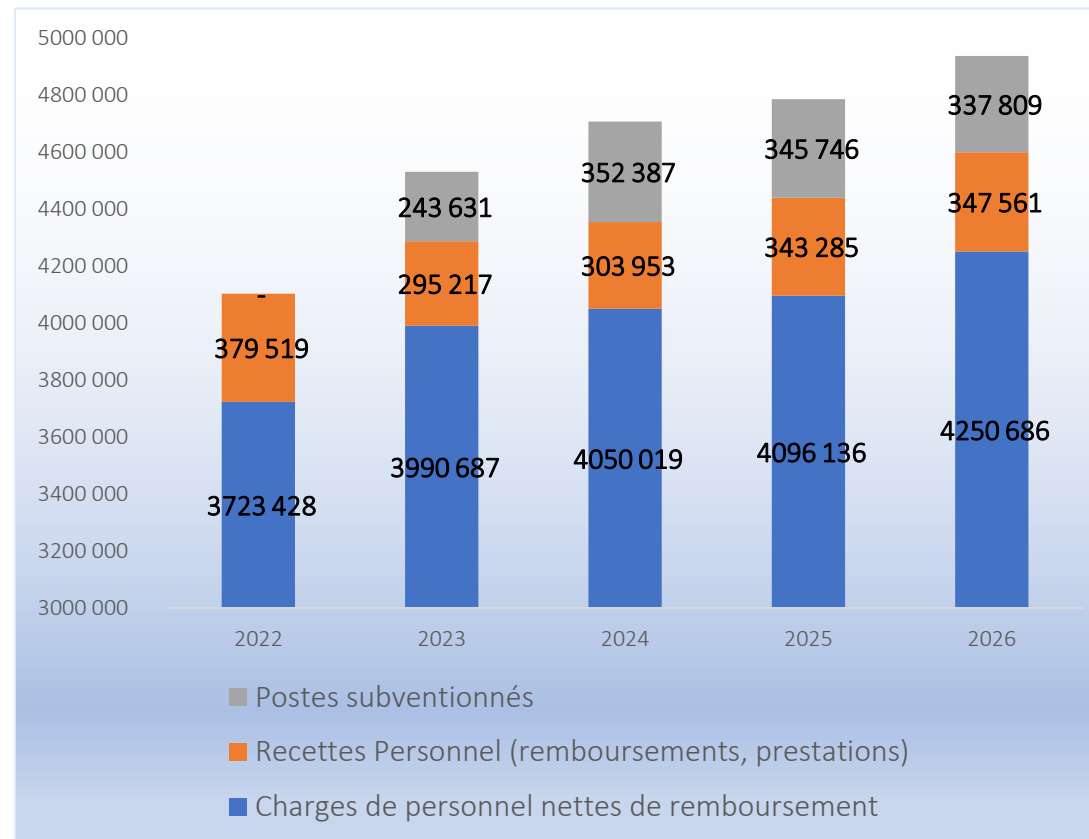
d) Évolution des dépenses de personnel – mutualisation en 2025

- **Service commun Ressources Humaines** En 2025, la commune de Saint Laurent d'Agnay a rejoint le service commun RH de la Copamo qui compte aujourd'hui 5 communes membres et 2 syndicats pour un total de 252 dossiers agents + 65 dossiers élus. Remboursement par les communes et syndicats en 2025: 89 949 €.
- La **Plateforme d'ingénierie** : mise à disposition de compétences de la Copamo (AMO projets de construction, techniques, commande publique...) au service des projets communaux. Remboursements 2025 par les communes : 22 306,20 € pour 825 heures d'intervention dans l'année.
- **Systèmes d'informations** : Convention passée avec la commune de Saint Laurent d'Agnay, pour la maintenance et le suivi des équipements informatiques. Départ de l'agent en cours d'année. Remboursement de la commune : 2 519,79 €
- **Promotion du territoire** : Conventions passées avec les communes pour valoriser leurs actions en réalisant notamment des supports numériques. Remboursement sur l'année 2025 de 8 363,10 €
- **Service commun Espaces verts** (Copamo, Mornant) : optimisation des coûts d'entretien des espaces verts sur le territoire de la commune de Mornant : remboursement par la Copamo à Mornant pour la partie personnel : 15 908,76 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Evolution des dépenses de personnel et des recettes (remboursements, participations...)



2. Situation et orientations budgétaires

d) Évolution des dépenses de personnel

- Structuration de la masse salariale (BP 2026)

Le chapitre 012 représente **35,2 %** des dépenses réelles de fonctionnement prévues en 2026 (hors recettes), soit **4 936 100 €**

Masse salariale brute totale + cotisations : 4 727 556 €

Dont

- Traitement de base indiciaire : 2 452 192 €
- Nouvelle bonification indiciaire : 20 667 €
- Régime indemnitaire (IFSE + CIA) : 660 146 €
- Enveloppe heures supplémentaires et astreintes : 34 000 €
- Participation mutuelle / prévoyance : 25 550 €
- Enveloppe monétisation CET : 15 000 €

Tickets restaurant + GUSO : 138 000 €

CNAS : 24 000 €

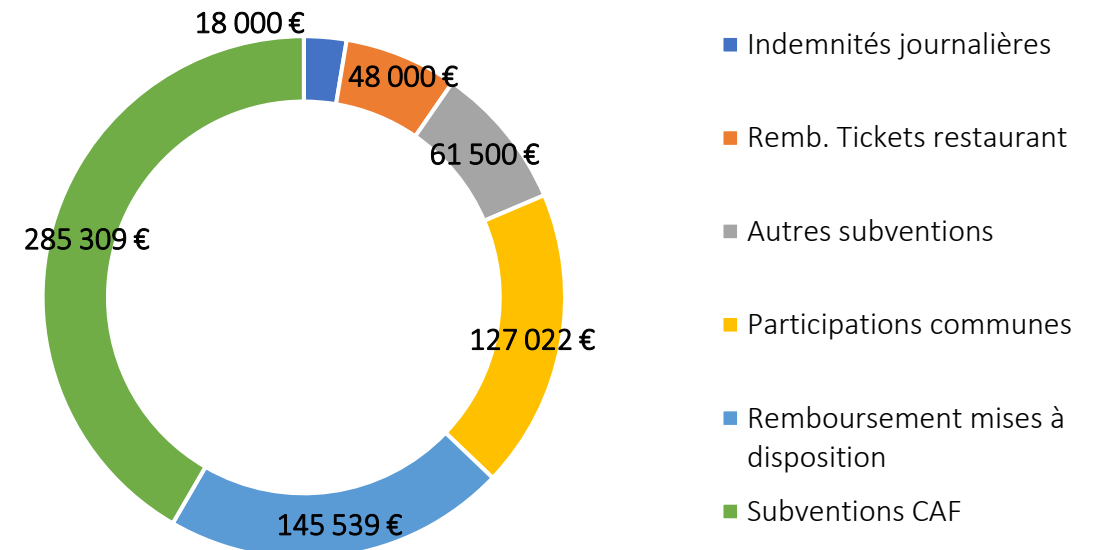
Assurance statutaire : 15 000 €

Médecine professionnelle : 9000 €

Service commun espaces verts Mornant : 22 500 €

Recettes totales : 685 370 €

Répartition recettes



2. Situation et orientations budgétaires

d) Rémunérations des conseillers communautaires

Nom Prénom	Fonction actuelle-Mandat 2020/2026	Indemnités COPAMO sur l'année 2025	Indemnités SOL	Indemnités SITOM	Indemnités SMAGGA	Indemnités SYGR	SPL	Total des indemnités
PFEFFER Renaud	Président	28 362,60						28 362,60
GOUGNE Yves	1er VP	10 358,52	5 051,04					15 409,56
COSTE Marc	2ème VP	10 358,52					6000	16 358,52
BREUZIN Fabien	3ème VP	10 358,52						10 358,52
BROUILLET Isabelle	4ème VP	5 919,12						5 919,12
FROMONT Christian	5ème VP	5 919,12			2 915,16			8 834,28
CID Jean Pierre	6ème VP	5 919,12				2135,88		8 055,00
SAVOIE Arnaud	7ème VP	5 919,12						5 919,12
OUTREBON Pascal	8ème VP	5 919,12		5 825,40				11 744,52
BIAGGI Olivier	9ème VP	5 919,12						5 919,12
CHAVASSIEUX Luc	10ème VP	5 919,12						5 919,12
TRIBOLLET Françoise	11ème VP	5 919,12						5 919,12
BIOT Loïc	Conseiller communautaire délégué	2 959,56						2 959,56
JULLIAN Charles	Conseiller communautaire délégué	2 959,56			2 915,16			5 874,72
BACLE Magali	Conseiller communautaire délégué	2 959,56						2 959,56
DOMPNIER DU CASTEL Caroline	Conseiller communautaire délégué	2 959,56						2 959,56

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

Envoyé en préfecture le 27/02/2026
Reçu en préfecture le 27/02/2026
Publié le 
ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

	2022	2023	2024	2025	2026
Subventions associations et personnes de droit privé	481 933 €	518 864 €	580 992 €	466 971 €	503 673 €
DSP petite enfance (2013)	899 855 €	918 573 €	608 181 €	578 602 €	633 945 €
DSP enfance (2015)	379 345 €	410 034 €	192 000 €	222 000 €	267 000 €
DSP jeunesse (2017)	364 333 €	284 875 €	155 000 €	155 000 €	155 000 €
SITOM	2 233 257 €	2 380 619 €	2 512 701 €	2 608 969 €	2 608 969 €
SOL - participation annuelle	184 500 €	184 500 €	184 500 €	154 500 €	154 500 €
SOL - ADS	60 000 €	15 000 €			
Métropole Lyon 2025 & 2026 (Ligne de covoiturage)					75 280 €
SYTRAL mobilités (Participation des membres, covoiturage)	59 174 €	59 174 €	62 707 €	65 043 €	78 193 €
SYSEG (entretien et remboursement dette transférée)					84 880 €
Syndicats GEMAPI	272 138 €	284 341 €	309 681 €	350 318 €	447 552 €
Subventions de fonctionnement aux communes		6 500 €	20 350 €	8 299 €	18 000 €
Subventions de fonctionnement aux autres établissements et organismes publics (Smhar, Ch. Agric.)	65 937 €	3 271 €		9 220 €	5 864 €
Subventions de fonctionnement aux autres établissements publics locaux (EHPAD de Mornant)			5 000 €	5 000 €	5 000 €
Subventions de fonctionnement aux autres groupements (CCVG)	7 025 €	4 949 €	5 582 €	6 649 €	6 694 €
Subventions de fonctionnement aux ménages (Aides aux bails Agri, aide achat abonnement cars)			5 826 €	2 601 €	4 000 €
Subventions de fonctionnement autres (ALTE69)				65 965 €	85 000 €
Total des subventions et participations	5 007 498 €	5 070 699 €	4 642 519 €	4 699 136 €	5 133 550 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3.Évolution des subventions et participations

	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
TOURISME	164 025 €	186 639 €	202 500 €	148 325 €	183 738 €
CULTUREL	12 600 €	15 650 €	4 950 €	8 250 €	8 650 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	27 060 €	27 700 €	42 200 €	35 700 €	35 115 €
RELATIONS SOCIALES	5 000 €	5 838 €	6 980 €	6 656 €	8 000 €
COMMUNICATION, MANIFESTATIONS	6 000 €	2 000 €	6 000 €	2 500 €	2 500 €
SOLIDARITE	127 326 €	139 398 €	169 047 €	119 522 €	119 705 €
PETITE ENFANCE-ENFANCE-JEUNESSE	47 112 €	47 112 €	47 500 €	53 500 €	59 500 €
ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE, DEPLACEMENT	92 810 €	89 532 €	76 970 €	92 517 €	86 465 €
CENTRE AQUATIQUE	- €	1 100 €	- €	- €	- €
HABITAT, URBANISME	- €	3 895 €	24 845 €	- €	- €
TOTAL	481 933 €	518 864 €	580 992 €	466 971 €	503 673 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
TOURISME	164 025 €	186 639 €	202 500 €	148 325 €	183 738 €
Office du Tourisme	154 025 €	179 639 €	195 000 €	142 325 €	177 738 €
L'Araire	6 000 €	6 000 €	6 500 €	4 000 €	4 000 €
Patrimoine Pays Mornantais	1 000 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Association Bikets (VTT mornantais)	500 €	500 €	500 €	1 000 €	1 000 €
Cyclo Jarrézien	500 €			500 €	500 €
Féd. Fr. rando pédestre (Topo guide)	2 000 €				
CULTUREL	12 600 €	15 650 €	4 950 €	8 250 €	8 650 €
Le temps d'un film	650 €	650 €	650 €	650 €	650 €
Hors les murs	11 950 €	15 000 €	4 300 €	7 600 €	8 000 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	27 060 €	27 700 €	42 200 €	35 700 €	35 115 €
CERCL	10 000 €	10 000 €	11 500 €	10 000 €	10 000 €
Rhône Développement Initiative	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Sud Ouest Emploi			5 000 €		
La Coworquie	9 360 €	11 700 €	11 700 €	11 700 €	11 115 €
CAP	1 700 €		8 000 €	8 000 €	8 000 €

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

Berser
Levrault

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026
RELATIONS SOCIALES	5 000 €	5 838 €	6 980 €	6 656 €	8 000 €
Amicale du personnel (Convention)	5 000 €	5 000 €	6 980 €	6 656 €	8 000 €
Amicale du personnel (Délibération)		838 €			
COMMUNICATION, MANIFESTATIONS	6 000 €	2 000 €	6 000 €	2 500 €	2 500 €
Comité de Jumelage	6 000 €	2 000 €	6 000 €	2 500 €	2 500 €
SOLIDARITE	127 326 €	139 398 €	169 047 €	119 522 €	119 705 €
AMAD	50 447 €	55 000 €	57 000 €	57 000 €	57 000 €
Un autre regard en PM	800 €	800 €	- €		
2 P'tits pas pour demain	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €
ADMR	- €	8 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Octobre rose (histoire de femmes)	600 €	800 €	600 €	400 €	500 €
Septembre en Or	300 €				
Projet social à définir					1 500 €
Projet social MJC Soucieu sorties familles				1 500 €	
Promeneur du net			2 000 €	2 000 €	2 000 €
Emmaüs	3 500 €	3 500 €	3 500 €	3 500 €	3 500 €
Mission locale intercommunale Fonds Aide aux Jeunes (FAJ)	205 €	205 €	205 €	205 €	205 €
Mission locale intercommunale	35 474 €	35 093 €	34 742 €	33 917 €	34 000 €
Sud Ouest Emploi (Évènements emploi, Bus de job)	32 000 €	32 000 €	32 000 €		
SPORASSO (Maison Sport Santé)				7 000 €	7 000 €
CPTS			25 000 €		

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

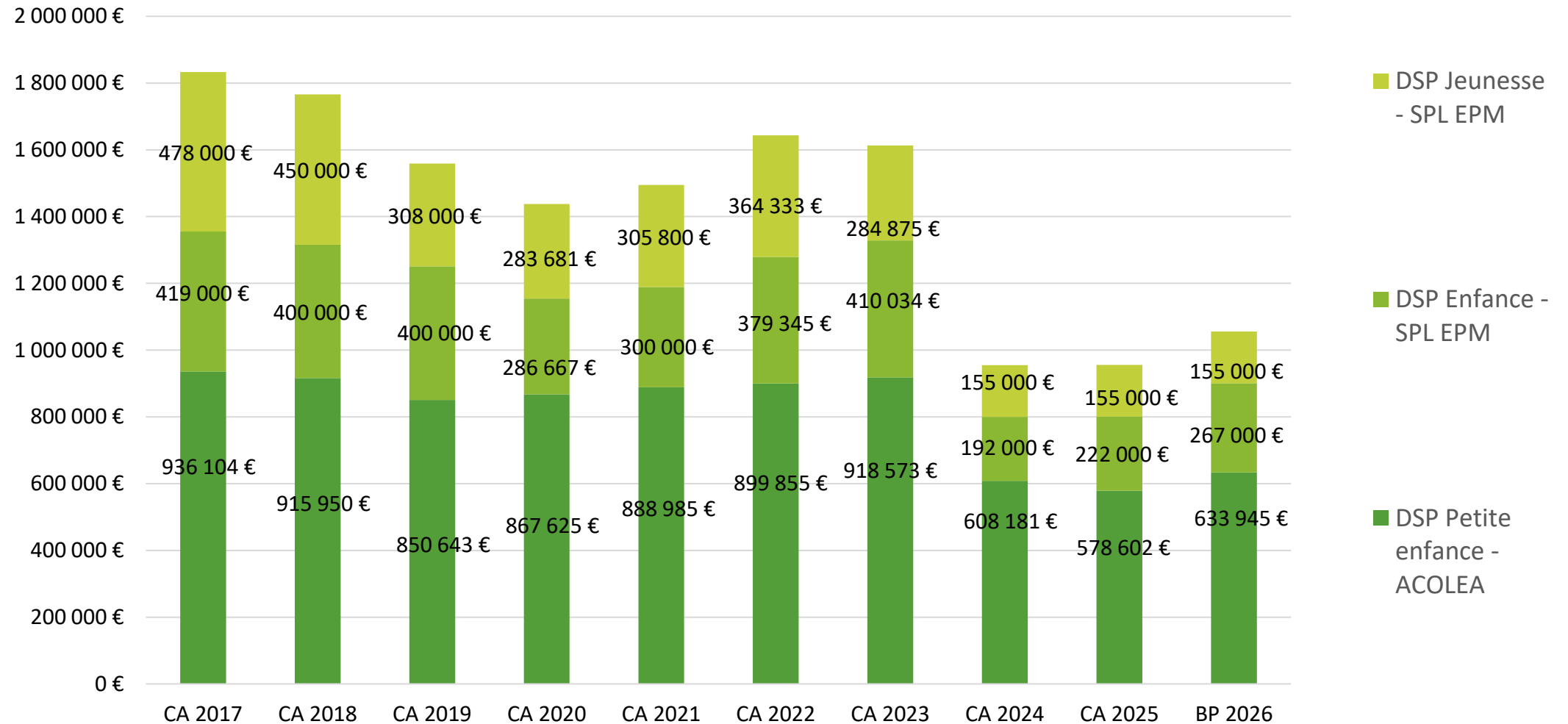
2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
PETITE ENFANCE-ENFANCE-JEUNESSE	47 112 €	47 112 €	47 500 €	53 500 €	59 500 €
Ludothèque Ma petite famille pour demain LAEP	47 112 €	47 112 €	47 500 €	47 500 €	47 500 €
MJC Soucieu - espace vie sociale				6 000 €	12 000 €
ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE	92 810 €	89 532 €	76 970 €	92 517 €	86 465 €
Développement durable	4 583 €	20 152 €			
Développement agricole	43 980 €	42 738 €	35 571 €	48 806 €	45 065 €
Développement environnement	44 248 €	26 642 €	41 399 €	43 711 €	41 400 €
CENRE AQUATIQUE	- €	1 100 €	- €	- €	- €
Association sportive St Thomas d'A.		1 100 €			
HABITAT, URBANISME	- €	3 895 €	24 845 €	- €	- €
SOLIHA Rhône		3 895 €	24 845 €		
TOTAL	481 933 €	518 864 €	580 992 €	466 971 €	503 673 €

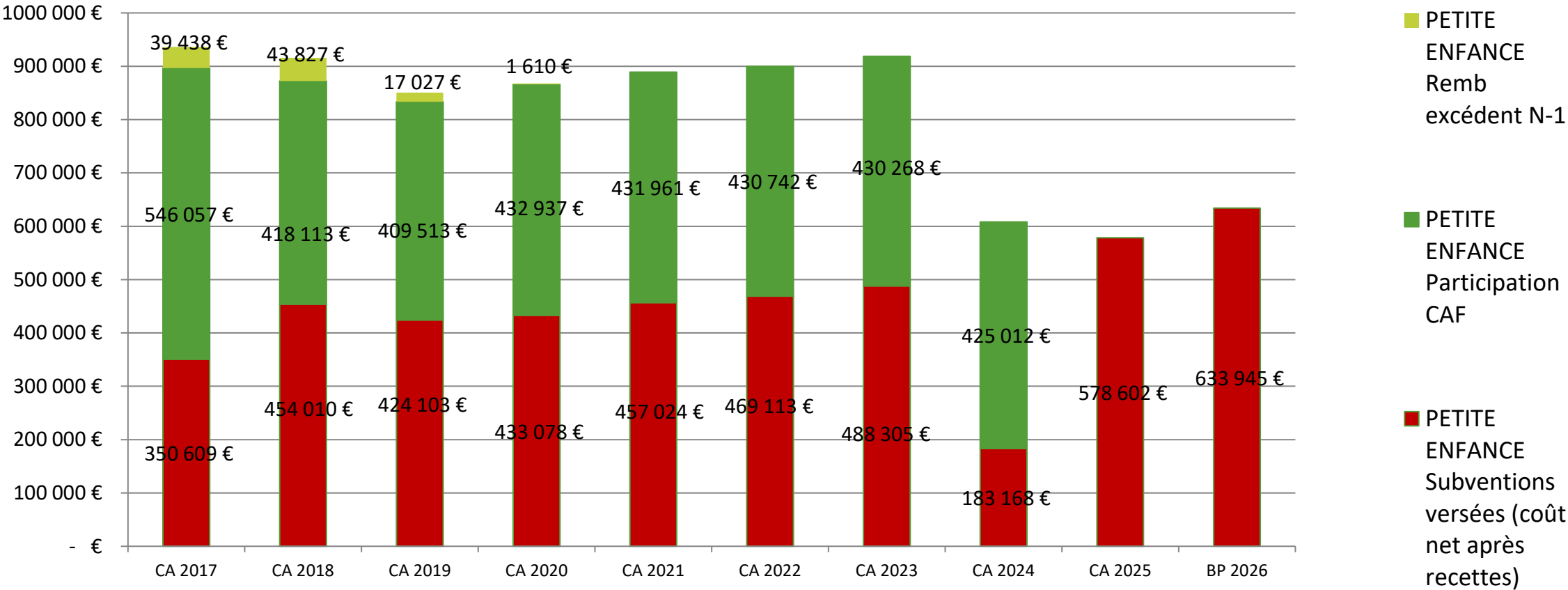
2. Situation et orientations budgétaires

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP)



2. Situation et orientations budgétaires

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) – PETITE ENFANCE

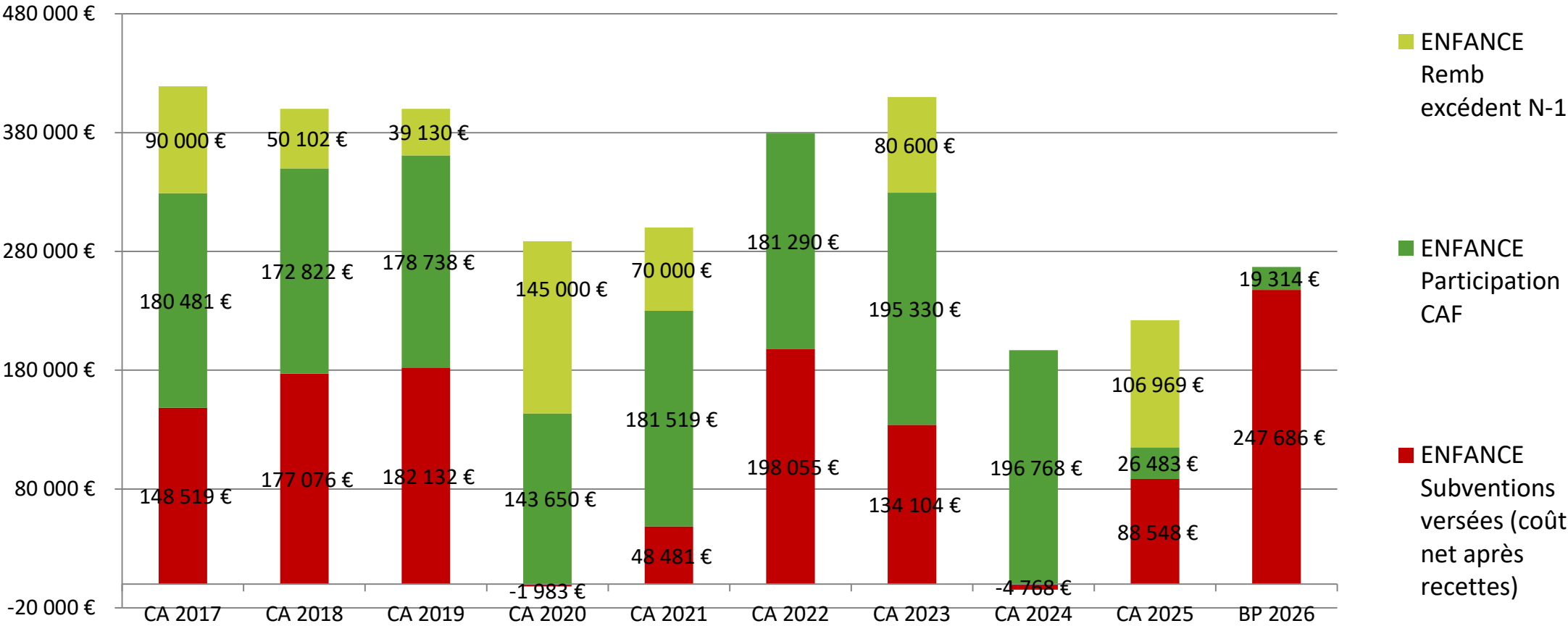


Montant brut des participations versées avant versement CAF

CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
936 104 €	915 950 €	850 643 €	867 625 €	888 985 €	899 855 €	918 573 €	608 180 €	578 602 €	633 945 €

2. Situation et orientations budgétaires

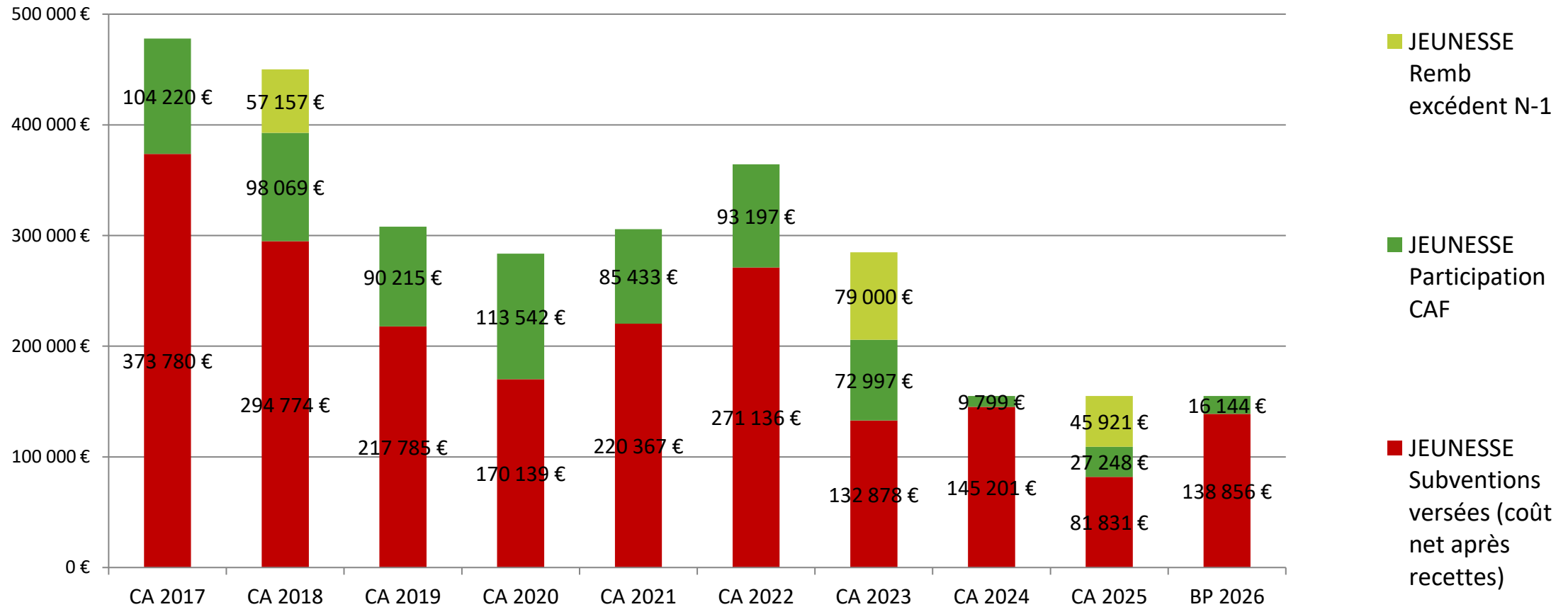
c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) - ENFANCE



Montant brut des participations versées avant versement CAF									
CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
419 000 €	400 000 €	400 000 €	286 667 €	300 000 €	379 345 €	410 034 €	192 000 €	222 000 €	267 000 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) - JEUNESSE



Montant brut des participations versées avant versement CAF									
CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
478 000 €	450 000 €	308 000 €	283 681 €	305 800 €	364 333 €	284 875 €	155 000 €	155 000 €	155 000 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 1. Section INVESTISSEMENT – Equilibre général

	Prévu 2025	Réalisé 2025	Reports 2025	BP 2026	Reports + BP 2026
Dépenses réelles investissement	7 576 088 €	6 098 096 €	86 802 €	5 403 462 €	5 490 264 €
Remboursement capital dette	1 589 638 €	1 327 197 €		1 278 300 €	1 278 300 €
Opérations d'ordre	2 871 330 €	1 899 620 €		1 186 240 €	1 186 240 €
résultat cumulé	3 437 237 €			3 533 675 €	3 533 675 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	15 474 293 €	9 324 913 €	86 802 €	11 401 677 €	11 488 479 €
Recettes réelles d'investissement	7 659 257 €	6 444 108 €	126 652 €	5 287 229 €	5 413 881 €
Opérations d'ordre	3 164 880 €	2 184 366 €		1 504 140 €	1 504 140 €
Virement de la section de fonctionnement	3 434 981 €			3 696 458 €	3 696 458 €
Cessions	41 175 €				0 €
Emprunt réel	1 174 000 €	600 000 €	574 000 €	300 000 €	874 000 €
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	15 474 293 €	9 228 474 €	700 652 €	10 787 827 €	11 488 479 €

Les principaux investissements 2026

- Une enveloppe de soutien à l'installation et développement des exploitations agricoles : **11 K€**
- Fonds d'Aide à l'Investissement des communes (FAIRE) : **110 K€**
- La poursuite du programme de transition écologique : **127 K€**
- L'aménagement et jalonnement de pistes cyclables : **190 K€**
- Lancement des études pour la rénovation et extension du TCJC : **215 K€**
- Des actions d'aide à l'habitat : **217 K€**
- Délocalisation de la crèche d'Orliénas : **316 K€**
- La mise en place d'infrastructures pour la mobilité : **515 K€**
- L'ouverture d'une Maison d'Assistantes Maternelles à Taluyers : **763 K€**
- Des travaux de voirie : **2,3 M €**

2. Situation et orientations budgétaires

d) 1. Section INVESTISSEMENT – Dépenses d'équipement

Montant en €	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
Dépenses équipement	3 381 936 €	2 578 288	3 634 249	3 712 901	5 970 279	7 559 433 €	5 473 295 €
Financement (Subv, FCTVA)	813 339 €	1 406 220	1 911 856	3 058 251	2 629 312	3 031 295 €	2 352 155 €
Coût net	2 568 597 €	1 172 067	1 722 393	654 650	3 340 967	4 528 138 €	3 121 140 €

Sur la période 2020-2025, le niveau moyen des dépenses d'équipement s'élève à 4, 5M€. (4,6 M€ incluant le BP 2026)

Ces dépenses sont couvertes à près de 40% par les recettes d'investissement pour 2025 et 43% pour 2026 (subvention).

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP

Des opérations sont proposées sous forme d'AP/CP : cela permet une gestion pluriannuelle de certaines opérations d'investissement.

- AP : Autorisation de Paiement
- CP : Crédit de Paiement

La gestion sous forme d'AP/CP permet à la COPAMO de ne pas faire supporter au budget 2024 l'intégralité d'une dépense pluriannuelle et de ne pas prévoir en recettes l'intégralité des recettes correspondantes.

Seules les dépenses à payer au cours de l'exercice donné sont retracées au budget.

Les AP sont la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées. Elles demeurent valables sans limitation de durée, peuvent être révisées à tout moment par délibération du Conseil Communautaire. Il s'agit du montant global de l'opération qui pourra être dépensé sur plusieurs exercices.

Les CP correspondent à l'inscription des crédits pour un budget donné.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Répartition des dépenses d'équipement

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le



ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Total réalisé	CP 2026
AP n°1 : 2019-001 Voirie Mornant Avenue de Verdun 1	11 448 €	5 208 €	63 838 €	745 692 €	1 215 777 €	295 238 €	CLÔTURÉE	2 337 202 €	
AP n°2 : 1405 Voirie Platière Bassin de rétention	20 034 €	1 673 771 €	797 138 €	220 081 €	2 541 €	CLÔTURÉE		2 713 565 €	
AP n°3 : 2019 Voirie Orléanas Carrefour Boulard	- €	- €	43 288 €	882 588 €	531 403 €	CLÔTURÉE		1 457 279 €	
AP n°4 : 2106 Transition écologique			156 300 €	227 456 €	287 988 €	267 705 €	156 957 €	1 096 405 €	127 283 €
AP n°5 : 2123 Voirie Schéma Directeur 2021-2026			- €	860 157 €	814 485 €	1 483 532 €	2 641 439 €	5 799 612 €	1 158 566 €
AP n°6 : 2103 Plan vélo			- €	35 365 €	55 850 €	1 834 621 €	118 405 €	2 044 242 €	189 773 €
AP n°7 : 2201 PLH 3				- €	61 502 €	24 103 €	46 453 €	132 059 €	217 758 €
AP n°8 : 2204 Soutien de l'agriculture				- €	34 547 €	11 818 €	14 180 €	60 546 €	11 060 €
AP n°9 : 2206 Délocalisation crèche à petits pas Orléanas				- €	- €	472 074 €	879 061 €	1 351 134 €	316 000 €
AP n°10 : 2203 Voirie Mornant Avenue de Verdun 2				- €	- €	152 760 €	1 480 956 €	1 633 716 €	1 200 000 €
AP n°11 : 2303 FAIRE					210 000 €	349 666 €	190 000 €	749 666 €	110 000 €
AP n°12 : 1911 Rénovation et extension du TCJC						9 600 €	3 072 €	12 672 €	215 600 €
AP n°13 : 2401 Ouverture MAM Taluyers									763 185 €
TOTAL des AP CP	31 482 €	1 678 979 €	1 060 564 €	2 971 337 €	3 214 093 €	4 901 117 €	5 530 524 €	19 388 097 €	4 309 225 €
Dépenses d'équipements hors AP CP	922 991 €	1 702 957 €	1 517 724 €	662 912 €	498 808 €	1 069 162 €	2 028 909 €	8 403 462 €	1 164 070 €
Total dépenses d'équipement	954 473 €	3 381 936 €	2 578 288 €	3 634 249 €	3 712 901 €	5 970 279 €	7 559 433 €	27 791 558 €	5 473 295 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Transition écologique

Opération 2106 Fonds transition écologique	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	REALISE 2023	RÉALISÉ 2024	RÉALISÉ 2025	CP 2026	CP 2027
Montant BP/DM 2025	940 000 €	900 030,77 €	1 840 030,77 €	156 299,61 €	227 455,52 €	287 987,70 €	267 705,04 €	156 957,45 €	602 885,90 €	- €
Révision BP 2026									- 475 602,90 €	616 342,45 €
Nouveau montant BP 2026	940 000 €	900 030,77 €	1 840 030,77 €	156 299,61 €	227 455,52 €	287 987,70 €	267 705,04 €	156 957,45 €	127 283,00 €	616 342,45 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	22 128 €	- €	- €	- €	- €	- €	
CAF				15 468 €						
Rozo Eligeo				6 660 €						
Fonds Vert										

- Une autorisation d'engagement (AE) existe en parallèle pour les dépenses de fonctionnement.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Schéma directeur de voirie 2021-2026

Opération 2123 SDV 2021-2026	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2022	REALISE 2023	REALISE 2024	RÉALISÉ 2025	CP 2026	CP 2027
Montant BP 2025	2 502 000 €	5 000 000 €	7 502 000 €	860 156,78 €	814 484,64 €	1 483 531,53 €	2 641 438,69 €	1 497 360,85 €	- €
Révision BP 2026								- 338 794,85 €	543 822,36 €
Nouveau montant BP 2026	2 502 000 €	5 000 000 €	7 502 000 €	860 156,78 €	814 484,64 €	1 483 531,53 €	2 641 438,69 €	1 158 566,00 €	543 822,36 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	289 266 €	477 585 €	676 379,36 €	621 032,81 €	320 862,00 €	- €
Subvention État DSIL							- €		
Subvention État DSEC							- €	82 283 €	
Agence de l'eau							34 500,00 €		
AOMT Sytral							33 814,82 €		
Subvention Département				120 000 €	280 000 €		240 000,00 €		
Subvention Région				54 895 €	89 605 €				
Communes				114 371 €	107 980 €	676 379,36 €	312 717,99 €	238 579,00 €	en cours

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Plan vélo

Opération 2103 Plan vélo	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2022	REALISE 2023	REALISE 2024	REALISE 2025	CP 2026
Montant BP 2025	2 136 000 €	75 000,00 €	2 234 014,57 €	35 364,96 €	55 850,40 €	1 834 621,15 €	118 405,06 €	163,49 €
Révision BP 2026		23 014,57 €						189 609,51 €
Nouveau montant BP 2026	2 136 000 €	98 014,57 €	2 234 014,57 €	35 364,96 €	55 850,40 €	1 834 621,15 €	118 405,06 €	189 773,00 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	45 000 €	155 457 €	722 248,30 €	25 000,00 €	105 267,00 €
Subvention Département				45 000 €	116 000 €	219 000,00 €		
Remb enrobés Département						148 138,00 €		
AMI continuité cyclable					39 457 €	355 110,30 €		
AVELO 3 - subvention ADEME								34 434,00 €
Subvention Fonds Vert							25 000 €	
Mobilyse piste cyclable								45 833,00 €
Fonds vert PCAET piste cyclable/ jalonement								25 000,00 €

Une révision de l'AP de + 23 014,57 € est nécessaire pour finaliser les projets 2026.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Plan Local de l'Habitat 3 – PLH 3

Opération 2201 PLH 3	Montant initial AP	REALISE 2023	REALISE 2024	REALISE 2025
Montant BP 2025	2 170 200 €	61 502,45 €	24 102,75 €	46 453,42 €
Révision BP 2026				
Nouveau montant BP 2026	2 170 200 €	61 502,45 €	24 102,75 €	46 453,42 €

Opération 2201 PLH 3	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
Montant BP 2025	464 200,00 €	455 100,00 €	367 600,00	724 251,80 €
Révision BP 2026	- 246 442,00 €			273 431,58 €
Nouveau montant BP 2026	217 758,00 €	455 100,00 €	367 600,00	997 683,38 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Soutien à l'agriculture

Opération 2204 Soutien à l'agriculture	Montant initial AP	REALISE 2023	REALISE 2024	REALISE 2025	CP 2026	CP 2027
Montant BP 2025	500 000 €	34 546,88 €	11 818,38 €	14 180,45 €	426 186,74 €	- €
Révision BP 2026					- 415 126,74 €	428 394,29 €
Nouveau montant BP 2026	500 000 €	34 546,88 €	11 818,38 €	14 180,45 €	11 060,00 €	428 394,29 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP :

Délocalisation crèche A Petits Pas à Orléanas

Opération 2206 Délocalisation crèche A Petits Pas à Orléanas	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2022 HORS AP	REALISE 2023 HORS AP	REALISE 2024	REALISE 2025	CP 2026
Montant BP 2025	1 570 000,00 €	48 000,00 €	1 618 000,00 €	33 623,95 €	33 557,21 €	472 073,84 €	879 060,65 €	- €
Révision BP 2026		49 134,49 €						316 000,00 €
Nouveau montant BP 2026	1 570 000,00 €	97 134,49 €	1 667 134,49 €	33 623,95 €	33 557,21 €	472 073,84 €	879 060,65 €	316 000,00 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €		122 000,00 €	- €	243 249,00 €	311 751,00 €
Département Pacte Rhône 2					122 000,00 €		91 500,00 €	91 500,00 €
CAF							151 749,00 €	220 251,00 €

Une révision de l'AP de + 49 134,49 € est nécessaire pour finaliser le projet.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Voirie Mornant – Avenue de Verdun – phase 2

Opération 2203 Voirie Avenue de Verdun - Mornant - Phase 2	Montant initial AP	REALISE 2023 HORS AP	CP 2024	REALISE 2024	REALISE 2025	CP 2026	CP 2027
Montant BP 2025	3 715 080 €	864 €	190 000,00 €	152 760,01 €	1 480 956,39 €	1 383 780,00 €	678 539,99 €
Révision BP 2026						- 183 780,00 €	202 823,61 €
Nouveau montant BP 2026	3 715 080 €	864 €	190 000,00 €	152 760,01 €	1 480 956,39 €	1 200 000,00 €	881 363,60 €
FINANCEMENT :	- €	- €	111 967 €	111 966,80 €	738 335,40 €	700 049,00 €	312 440,00 €
Subvention Commune			69 300,00 €	69 300,00 €	230 379,66 €	467 868,00 €	237 489,00 €
Subv Départ Pacte Rhône 2			42 666,80 €	42 666,80 €	32 000,00 €	32 000,00 €	
Agence de l'eau					74 950,00 €		74 951 €
PVD						4 900,00 €	
DSIL					401 005,74 €	195 281,00 €	

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Fonds d'Aide à l'Investissement et à la Réalisation des Équipements (FAIRE)

Opération 2303 FAIRE						
Fonds Aide à l'investissement et à la Réalisation des Équipements	Montant initial AP	REALISE 2023	REALISE 2024	REALISE 2025	CP 2026	CP 2027
Montant BP 2025	1 000 000 €	210 000 €	349 666 €	190 000 €	130 334 €	- €
Révision BP 2026					- 20 334 €	140 334 €
Nouveau montant BP 2026	1 000 000 €	210 000 €	349 666 €	190 000 €	110 000 €	140 334 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP :

Rénovation et extension du Théâtre Cinéma Jean Carmet

Opération 1911 Rénovation et extension du Théâtre Cinéma Jean Carmet	Montant initial AP	REALISE 2024 hors AP	REALISE 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
Montant BP 2025	6 850 000 €	9 600,00 €	3 072,00 €	250 000,00 €	100 000,00 €	2 500 000,00 €	2 160 000,00 €
Révision BP 2026				- 34 400,00 €			1 871 328,00 €
Nouveau montant BP 2026	6 850 000 €	9 600,00 €	3 072,00 €	215 600,00 €	100 000,00 €	2 500 000,00 €	4 031 328,00 €
FINANCEMENT :	- €		5 600,00 €	168 100,00 €	1 000 000,00 €	360 000,00 €	1 090 000,00 €
Subvention Contrat Plan Etat Région					1 000 000,00 €	300 000,00 €	700 000,00 €
Subv Département Pacte Rhône			5 600,00 €	159 000,00 €		60 000,00 €	90 000,00 €
Petite Ville de Demain				9 100 €			
Subv DRAC							300 000,00 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP :

Ouverture d'une Maison d'Assistants Maternels (MAM) à Taluyers

Nouvelle AP/CP à compter de 2026 :

Opération 2401 Création MAM à Taluyers	Montant initial AP	CP 2026	CP 2027
Montant BP 2026	1 300 000,00 €	763 185,00 €	536 815,00 €
FINANCEMENT :		300 000,00 €	387 432,00 €
Commune		300 000,00 €	17 432,00 €
DSIL			300 000,00 €
CAF			70 000,00 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 3. La dette

Le Capital Restant Dû au 1^{er} janvier 2026 est de 12,5 M € (14,6M € en 2025)

- soit 408 € /habitant (484 € en 2025)

L'annuité 2026 (emprunts contractés) est de 1 617 K€ :

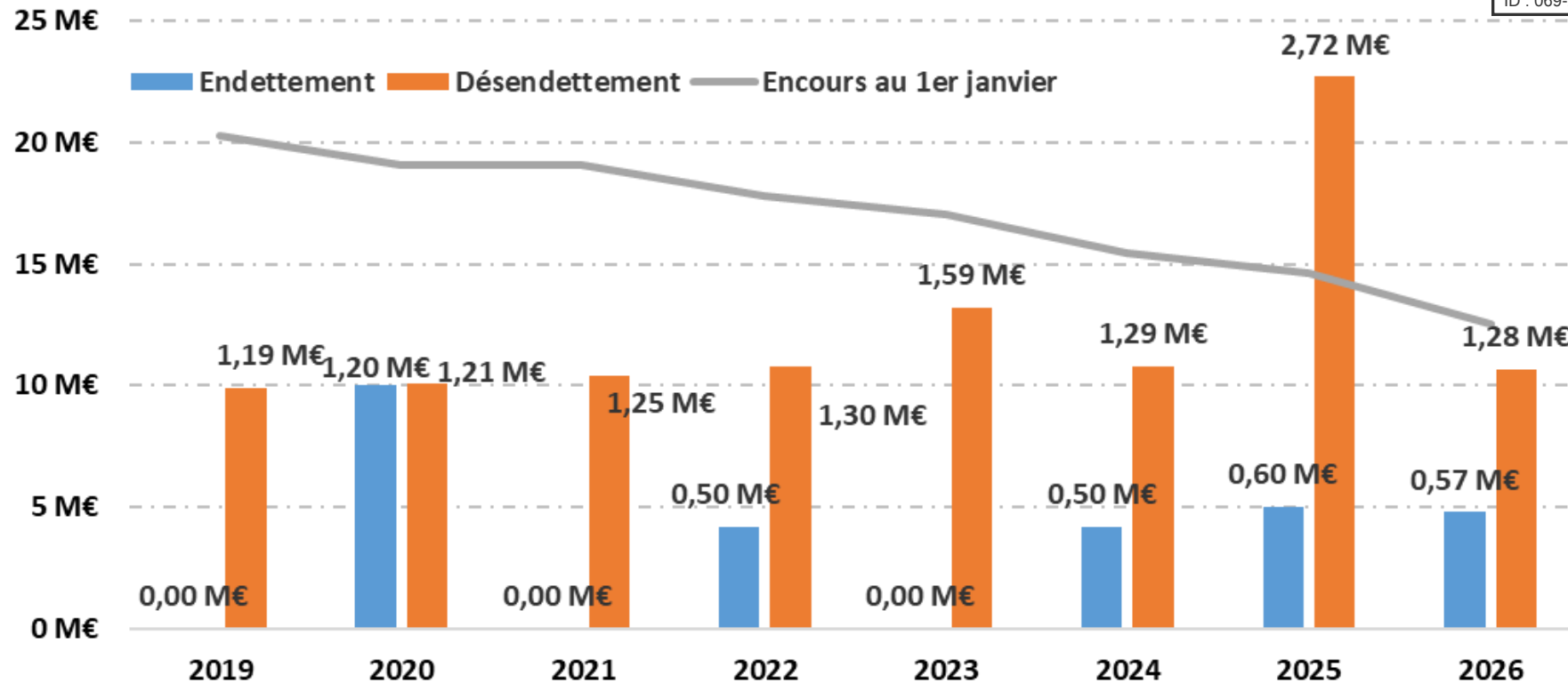
- soit 339 144 € (Intérêts) + 1 278 300 € (capital)

Le besoin de financement 2026 s'élèverait à : 300 000 €

- Un nouvel emprunt maximum de 300K€ en 2026 (en fonction de l'exécution des dépenses)
- Profil de dette à adapter en fonction des conditions financières proposées par les banques sur l'exercice (taux variable ou taux fixe)

Evolution de la dette depuis 2019

Envoyé en préfecture le 27/02/2026
Reçu en préfecture le 27/02/2026
Publié le
ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE



	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours au 01/01	20 270 375	19 082 439	19 074 408	17 823 827	17 028 343	15 443 189	14 648 576	12 523 662
Amortissement	1 187 936	1 208 031	1 250 581	1 295 484	1 585 154	1 294 613	1 327 197	1 278 300
Transfert de dette	-	-	-	-	-	-	1 397 717	-
Nouveaux financements	-	1 200 000	-	500 000	-	500 000	600 000	574 000
Encours au 31/12	19 082 439	19 074 408	17 823 827	17 028 343	15 443 189	14 648 576	12 523 662	11 819 362
		0,0%	-6,6%	-4,5%	-9,3%	-5,1%	-14,5%	-5,6%

2. Situation et orientations budgétaires

d) 3. Structure de la dette

La structure de l'encours de la dette est à 80,48 % de taux fixe

Les taux fixes s'échelonnent de 1,01% à 4,85%

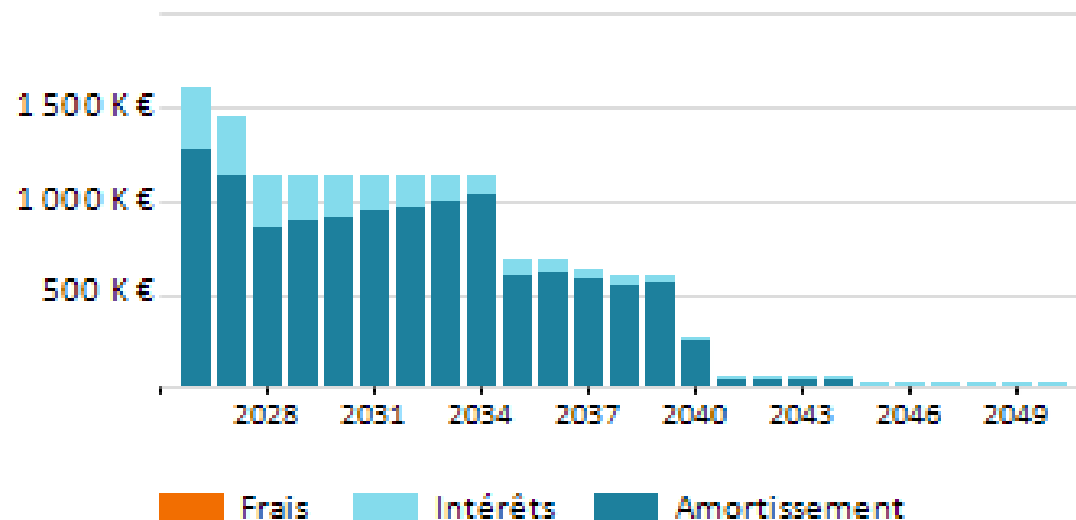
Les taux variables s'échelonnent entre 2,00% à 4,87%.

Le taux moyen pondéré de la dette est de 2,63% au 1^{er} janvier 2026 (2,70% en 2025)

2. Situation et orientations budgétaires

d) 3. Extinction de la dette

Tableau d'extinction (annuités)



La dette reste encore longue même si elle diminue (durée résiduelle de 12 ans et 5 mois) qui s'explique :

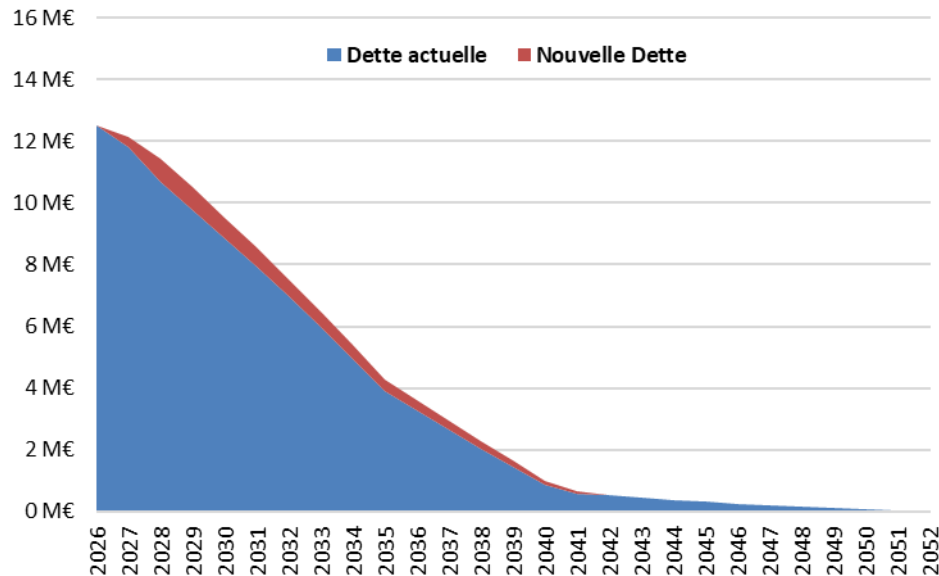
La durée des emprunts, en général 20 ou 25 ans, choix cohérent au regard des investissements financés.

2. Situation et orientations budgétaires

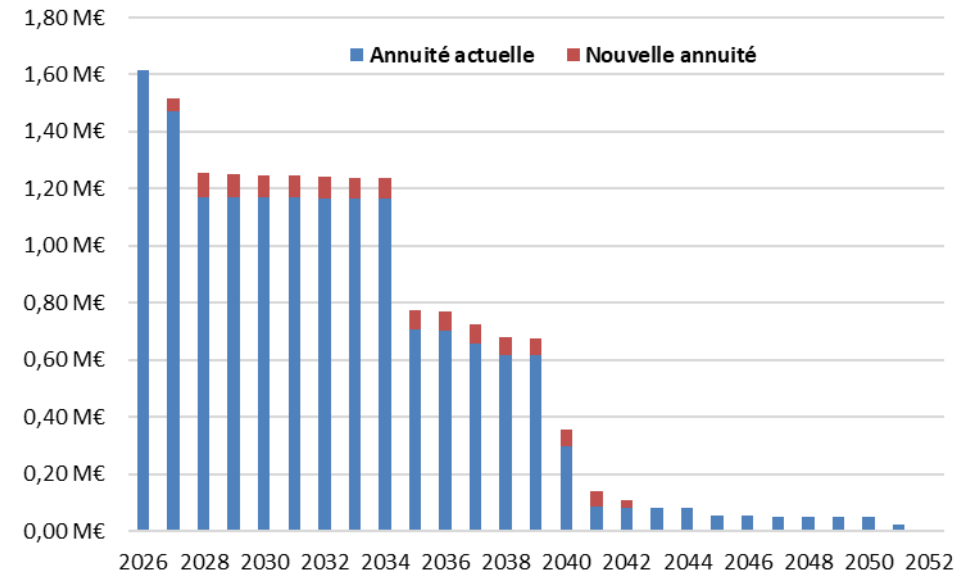
Envoyé en préfecture le 27/02/2026
Reçu en préfecture le 27/02/2026
Publié le
ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

d) 3. Extinction de la dette avec emprunt de 300K€ en 2026 et 500 K€ en 2027

Évolution de l'encours de la dette



Évolution de l'annuité



Hypothèse : Emprunts de 300K€ sur 15 ans en 2026 et 500 K€ en 2027 au taux de 4% avec un versement au 30 septembre (un emprunt de 574K est déjà intégré dans les crédits de report)

2. Situation et orientations budgétaires

d) 4. Evolution du besoin de financement

-	2023	2024	2025	2026
Dépenses équipement	3 712 901 €	5 970 279 €	7 559 433 €	5 473 295 €
Ressources propres	5 187 145 €	5 150 099 €	6 339 466 €	5 271 981 €
Besoin de financement	- €	500 000 €	600 000 €	874 000 €

Un emprunt de 574K est déjà intégré dans les crédits de report

* les dépenses d'équipement représentent seulement une partie des dépenses d'investissement.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 4. Capacité de désendettement

Règles prudentielles préconisées par l'article 24 PLPFP 2018-2022 : entre 11 et 13 ans

	2023	2024	2025	2026	2027
Situation actuelle (yc emprunt BdT de 574 k€)					
Produits courants	16 138 986	16 940 151	16 369 002	16 565 212	17 062 168
Charges courantes	12 442 789	12 528 119	12 686 991	12 809 047	13 321 409
Epargne de gestion	3 696 197	4 412 032	3 682 011	3 756 165	3 740 759
Frais financiers (yc ICNE)	431 987	409 101	365 980	339 200	321 405
Epargne brute	3 264 210	4 002 931	3 316 031	3 416 965	3 419 354
Amortissement	1 585 154	1 294 613	1 327 197	1 278 300	1 150 840
Epargne nette	1 679 057	2 708 317	1 988 834	2 138 665	2 268 514
Transferts de dette			1 397 717		
Dette au 31/12	15 443 189	14 648 576	12 523 662	11 819 362	10 668 522
Capacité de désendettement	4,7	3,7	3,8	3,5	3,1

	2023	2024	2025	2026	2027
Impact des nouveaux emprunts					
Nouvelle dette				300 000	500 000
Amortissement				0	28 333
Frais financiers (yc ICNE)				0	16 700
Epargne brute	3 264 210	4 002 931	3 316 031	3 416 965	3 402 654
Epargne nette	1 679 057	2 708 317	1 988 834	2 138 665	2 223 481
Dette au 31/12	15 443 189	14 648 576	12 523 662	12 119 362	11 440 188
Capacité de désendettement	4,7	3,7	3,8	3,5	3,4

Hypothèse : Emprunts de 300K€ sur 15 ans en 2026 et 500 K€ en 2027 au taux de 4% avec un versement au 30 septembre (un emprunt de 574K est déjà intégré dans les crédits de report)

2. Situation et orientations budgétaires

d) 5. Programmation Pluriannuelle investissement 2025-2027

Envoyé en préfecture le 27/02/2026
Reçu en préfecture le 27/02/2026
Publié le 
ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

	2025			2026			Dépenses	Recettes	Solde
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde			
Total Général	6 098 096 €	3 093 079 €	3 005 017 €	5 490 263 €	2 368 036 €	3 122 227 €	3 840 513 €	2 297 775 €	1 542 738 €
ADMINISTRATION	339 484 €	57 018 €	282 466 €	305 867 €	35 546 €	270 320 €	320 334 €	30 403 €	289 931 €
Matériel services techniques TEC	1 176 €	193 €	983 €	6 415 €	1 052 €	5 362 €	5 000 €		5 000 €
Mobiliers	1 669 €	248 €	1 421 €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €		5 000 €
Travaux bâtiments communautaires	4 509 €	740 €	3 770 €	30 000 €		30 000 €	45 000 €		45 000 €
Travaux gendarmerie provision	- €	- €	- €			- €	5 000 €		5 000 €
Achat véhicule				40 000 €		40 000 €	40 000 €		40 000 €
Fonds d'Aide à l'Investissement et à la	190 000 €	- €	190 000 €	110 000 €	- €	110 000 €	140 334 €	- €	140 334 €
Parts sociales SPL PACTE Rhône	18 000 €		18 000 €	12 000 €		12 000 €			
Dépenses imprévues			- €	50 712 €		50 712 €	50 000 €		50 000 €
Remboursement CCMDL		39 397 €	- 39 397 €		33 674 €	- 33 674 €		30 403 €	- 30 403 €
Logiciels	13 421 €	- €	13 421 €	14 700 €	- €	14 700 €	- €	- €	- €
Matériel informatique	110 709 €	16 440 €	94 269 €	37 040 €		37 040 €	30 000 €		30 000 €
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	23 024 €	150 012 €	- 126 988 €	49 334 €	60 064 €	- 10 730 €	25 000 €	60 000 €	- 35 000 €
Echange chemin rural PARALU	3 888 €		3 888 €						
Acquisition terrain SMC2	5 550 €		5 550 €						
Parking terrain RAMOS		- €	- €	15 000 €		15 000 €			
Nouveau RIS			- €	2 000 €	- €	2 000 €		- €	- €
Remboursement FRU Région		23 152 €	- 23 152 €		10 064 €	- 10 064 €	10 000 €	10 000 €	- €
Reversement taxe d'aménagement		52 439 €	- 52 439 €		50 000 €	- 50 000 €		50 000 €	- 50 000 €
Passage en LED Arbora				15 180 €		15 180 €			- €
Aide directe aux entreprises TPE PME	13 586 €	- €	13 586 €	17 154 €	- €	17 154 €	15 000 €	- €	15 000 €
Vidéoprotection 2304		74 421 €	- 74 421 €			- €			- €
POLITIQUE AGRICOLE	106 018 €	194 €	105 825 €	15 560 €	91 836 €	- 76 276 €	15 000 €	- €	15 000 €
Soutien à l'agriculture 2204 [AP/CP]	14 180 €	194 €	13 987 €	11 060 €	- €	11 060 €	15 000 €	- €	15 000 €
Terrains SAFER				4 500 €		4 500 €			
Avance remboursable comité fruits (d	91 838 €		91 838 €		91 836 €	- 91 836 €			- €

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

	2025			2026					
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
Total Général	6 098 096 €	3 093 079 €	3 005 017 €	5 490 263 €	2 368 036 €	3 122 227 €	3 840 513 €	2 297 775 €	1 542 738 €
TRANSITION ECOLOGIQUE/MOBILITÉ	423 656 €	373 529 €	50 127 €	865 479 €	271 278 €	594 200 €	170 000 €	- €	170 000 €
Fonds de transition écologique 2106 [A]	156 957 €	549 €	156 408 €	127 283 €	- €	127 283 €	150 000 €	- €	150 000 €
Infrastructures de transports en comm	49 591 €	128 534 €	- 78 943 €	547 847 €	165 917 €	381 930 €		- €	- €
Ombrières au Centre aquatique 2301	36 795 €	138 464 €	- 101 669 €	576 €	94 €	482 €	- €	- €	- €
Plan Vélo 2103 [AP/CP]	118 822 €	44 492 €	74 331 €	189 773 €	105 267 €	84 506 €	20 000 €		20 000 €
Subvention AMI Sequoia DD	61 490 €	61 490 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
GESTION DES ESPACES NATURELS	- €	9 860 €	- 9 860 €	66 144 €	41 133 €	25 011 €	20 000 €	7 500 €	12 500 €
Acquisition terrains ENS		9 860 €	- 9 860 €	17 944 €	6 000 €	11 944 €	20 000 €	7 500 €	12 500 €
Terrains ENV			- €	48 200 €	35 133 €	13 067 €	- €	- €	- €
COMMUNICATION	3 654 €	599 €	3 055 €	22 350 €	3 666 €	18 684 €	5 000 €	- €	5 000 €
Podium olympique Paris 2024	540 €	89 €	451 €						
Refonte site internet+extranet élus				20 000 €	3 281 €	16 719 €			
Matériels	3 114 €	511 €	2 603 €	2 350 €	385 €	1 965 €	5 000 €		5 000 €
HABITAT AMENAGEMENT PVD	46 453 €	- €	46 453 €	217 758 €	- €	217 758 €	50 000 €	- €	50 000 €
Plan Local de l'Habitat 3 2201 [AP/CP]	46 453 €	- €	46 453 €	217 758 €	- €	217 758 €	50 000 €	- €	50 000 €
CENTRE AQUATIQUE	46 812 €	7 679 €	39 133 €	133 530 €	13 750 €	119 780 €	145 000 €	- €	145 000 €
Matériels pédagogiques	6 069 €	996 €	5 073 €	12 700 €	- €	12 700 €	15 000 €		15 000 €
Lecteur écran tactile pour carnets hora	1 596 €	262 €	1 334 €						
Logiciel gestion chauffage LBA	17 736 €	2 909 €	14 827 €						
Chaîne convoyeur chaudière bois	15 015 €	2 463 €	12 552 €						
Remplacement masse filtrante				30 000 €	- €	30 000 €	30 000 €		30 000 €
Complément caméra				33 000 €	13 750 €	19 250 €			
Nouvelle programmation casiers				7 830 €	- €	7 830 €			
Installation pompe à chaleur LBA				50 000 €		50 000 €			
Mobiliers, matériels	6 396 €	1 049 €	5 347 €						
Logiciel caisse / accès bassin LBA							50 000 €		50 000 €
Travaux							50 000 €		50 000 €

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE

Berser
Levrault

	2025			2026					
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
CULTUREL yc TCJC	30 010 €	10 523 €	19 487 €	247 730 €	168 100 €	79 630 €	130 000 €	1 600 000 €	870 000 €
Habillage nouveau véhicule BIB	756 €	124 €	632 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Mobiliers	6 366 €	1 044 €	5 321 €						
Renouvellement du matériel CULT	19 817 €	3 251 €	16 566 €	12 800 €	- €	12 800 €	15 000 €		15 000 €
Rénovation et extension du TCJC 1911	3 072 €	6 104 €	- 3 032 €	215 600 €	168 100 €	47 500 €	100 000 €	1 000 000 €	- 900 000 €
Logiciel culturel				3 330 €	- €	3 330 €			
Travaux divers	- €	- €	- €	16 000 €	- €	16 000 €	15 000 €		15 000 €
PETITE ENFANCE	908 536 €	444 812 €	463 724 €	1 168 685 €	641 751 €	526 934 €	556 815 €	387 432 €	169 383 €
Acquisition terrain crèche de Soucieu	- €	- €	- €	2 500 €	- €	2 500 €	- €	- €	- €
Extension crèche de Soucieu PCAJO	600 €	98 €	502 €			- €			- €
Ouverture MAM à Taluyers 2401 [APCP]			- €	763 185 €	300 000 €	463 185 €	536 815 €	387 432 €	149 383 €
Travaux dans les crèches	28 875 €	4 737 €	24 138 €	87 000 €	30 000 €	57 000 €	20 000 €		20 000 €
Relocalisation crèche Orléanas 2206 [A]	879 061 €	439 977 €	439 084 €	316 000 €	311 751 €	4 249 €	- €	- €	- €
JEUNESSE	8 754 €	1 436 €	7 318 €						
Travaux SLIJ/SPOT	8 754 €	1 436 €	7 318 €						
SOLIDARITÉ	36 480 €	9 989 €	26 490 €	46 440 €	20 000 €	26 440 €	20 000 €	- €	20 000 €
Achat véhicule AMAD	32 807 €	9 387 €	23 420 €						
Aménagement France Services	3 673 €	602 €	3 070 €	41 440 €	15 000 €	26 440 €			
Dépôts garantie lgts urgence				5 000 €	5 000 €	- €			
Santé						- €	20 000 €		20 000 €
TOURISME	2 820 €	463 €	2 357 €	8 000 €	- €	8 000 €	2 000 €	- €	2 000 €
Panneau de prévention Combe Gibert et Madone		- €	- €	2 000 €		2 000 €			
Aménagement chemin Combe Gibert	2 820 €	463 €	2 357 €	6 000 €		6 000 €			
Remise en état sites touristiques	- €	- €	- €			- €	2 000 €		2 000 €
VOIRIE	4 122 395 €	2 026 966 €	2 095 429 €	2 343 386 €	1 020 911 €	1 322 475 €	2 381 364 €	812 440 €	1 568 924 €
Avenue de Verdun Mornant Phase 2 22	1 480 956 €	981 271 €	499 685 €	1 200 000 €	700 049 €	499 951 €	881 364 €	312 440 €	568 924 €
Schéma Directeur de Voirie 2021-2026	2 641 439 €	1 045 695 €	1 595 744 €	1 143 386 €	320 862 €	822 524 €	1 500 000 €	500 000 €	1 000 000 €

Envoyé en préfecture le 27/02/2026

Reçu en préfecture le 27/02/2026

Publié le

Solde

Berser
Levrault

ID : 069-246900740-20260224-CC_2026_012-DE